

Entretien avec Lakhdar Hamina, réalisateur de «CHRONIQUE DES ANNÉES DE BRAISES»

voir page 2

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MARDI

3

FEVRIER

1976

N° 100

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

accords sur l'indemnisation du chômage partiel

MÊME PAS LE SMIC

C'est aujourd'hui que patronat et syndicats doivent signer un accord sur l'indemnisation du chômage partiel. Le taux d'indemnisation serait porté de 7 F à 7,70 F de l'heure, et cette augmentation, supportée par les patrons, l'Etat n'envisageant pas d'y participer davantage.

Belle victoire ! qui fait qu'une heure chômée n'est même pas indemnisée à la valeur dérisoire du SMIC (7,89) ! Effort héroïque des patrons qui, dans bien des cas, n'en paient pourtant que 5 %, en utilisant une bonne partie des fonds du prétendu « plan de relance » de la rentrée !

Pendant des mois, les patrons ont gémi : ils ne pouvaient supporter de telles charges, et voulaient que l'Etat fasse s'additionner les heures

chômées depuis les accords de 75, et celles de 76 : en effet, plus les travailleurs chômaient, et moins les patrons payaient, car l'Etat augmentait à mesure sa contribution. Le gouvernement faisant repartir le compteur à zéro début 76, les patrons menaçaient de recourir simplement au chômage ! Comment se fait-il qu'aujourd'hui, ils acceptent d'augmenter leur part ?

La raison est simple, ils ont peur des luttes. Pour eux, pour l'ensemble de la bourgeoisie, mieux vaut un chômeur partiel qu'un chômeur total ! C'est bien pourquoi le gouvernement a encouragé financièrement les patrons à y recourir massivement. Déjà plus d'un million et demi de chômeurs totaux, pour la bourgeoisie, cela devient dangereux. Et contre le chômage partiel lui-même, les luttes se sont multipliées. Les ouvriers de la chimie ont montré la voie, le trimestre dernier, en se battant pour la suppression du chômage partiel, comme à la Rhodia de Lyon, où ils venaient quand même, à Chalampé, où ils ont obtenu, par une lutte particulièrement dure, sa suppression. Mais aujourd'hui, c'est aussi la sidérurgie qui se bat, comme à la Sollac (où l'équipe de nuit de l'aciérie LWS s'est mise en grève contre le chômage partiel), à la Solmer de Fos...

Plutôt que de voir se généraliser ces attaques, les patrons préfèrent lâcher un peu de lest, car ils savent que la situation actuelle ne finira pas de main.

Ils sont d'autant plus sur la défensive que les travailleurs prennent conscience que le chômage partiel atteint l'ensemble de la classe ouvrière. Car pour les uns, le chômage partiel, c'est des pertes de salaires qui vont jusqu'à des 1 000 F par mois, et pour ceux qui restent, l'augmentation des cadences, car la production reste souvent la même, c'est aussi les transferts. A Usinor Dunkerque, par exemple, un ouvrier oxycoupeur à l'aciérie est mort parce que, à cause du chômage partiel, on l'avait mis au nettoyage, par moins de dix degrés, alors qu'il n'avait pas l'habitude de ce travail. Le chômage partiel, pour les patrons, c'est un bon moyen pour essayer de faire supporter aux ouvriers leurs propres difficultés, leur faire accepter n'importe quoi, de faire tout supporter, plutôt que le chômage complet.

Et c'est ce chantage que les travailleurs refusent, quand, comme chez Valloirec, ils se battent pour la semaine de 40 H sans diminution de salaire, ou aux PTT de Caen, où ils demandent aussi l'augmentation des effectifs.

(suite p. 4)

ESPAGNE

70 000 manifestants dans les rues de Barcelone contre Juan Carlos



Demain, ouverture du 22^e congrès du P«C»F

DES CONTRADICTIONS INSOLUBLES

Voir page 5

LIP Voir page 5

QUAND
NEUSCHWANDER
VEUT FAIRE PAYER
LA CRISE AUX LIPS

Aujourd'hui
N° 100 du
Quotidien du peuple
EN AVANT VERS
LE 12 PAGES
QUOTIDIEN

SOMMAIRE

- o Luites ouvrières p. 4
- o Médecine «libérale», médecine au rabais p. 5
- o La vie du journal p. 6
- o Notre feuilleton Etoile Rouge sur la Chine p. 7
- o Sahara : Rabat annonce de nouvelles attaques p. 8

INTERVIEW

INTERVIEW DE MOHAMMED LAKHDAR HAMINA, RÉALISATEUR DE «CHRONIQUE DES ANNÉES DE BRAISE»

UN FILM POUR MONTRER QUE NOUS NE SOMMES PAS NÉS DE RIEN

«En 1936, lorsque nous manifestions au cri de «vive la France» on s'est fait matraquer dans les rues d'Alger. C'était la gauche qui était au pouvoir à ce moment-là. Nous n'avions pas d'autre choix que l'indépendance». C'est un vieil algérois qui nous parle à la sortie du film «Chronique des années de braise» de Mohammed Lakhdar Hamina. Dans toute l'Algérie les salles où il est projeté ne désemplissent pas. A Alger, au début du mois de janvier il n'y avait plus qu'une salle qui le passait. Toutes les autres copies disponibles étaient dispersées dans l'immense territoire algérien. Les spectateurs suivent avec attention les 4 heures que dure le film. Mais quand les manifestants cernés par la cavalerie, passent à l'offensive, qu'ils arrachent de leurs selles les spahis et s'emparent de leurs chevaux pour les affronter, c'est comme un souffle qui traverse la salle, presque un cri. L'atmosphère a changé : c'est comme si l'on accompagnait Miloud sur les montagnes enneigées pour rejoindre les premiers djounoud, les combattants qui ont lancé les premières opérations militaires. «Vous voyez, nous les algériens nous pouvons faire un très beau film sur notre histoire». A la sortie, ceux qui ont connu la période coloniale rappellent la lutte, les différentes phases. Ils disent pourquoi malgré les massacres de la bataille d'Alger, la résistance n'avait jamais pu être totalement arrachée de la Casbah, parce que le cheminement qui est retracé dans le film a été suivi dans toute l'Algérie.

Quelques heures plus tard, nous rencontrons Lakhdar Hamina, le réalisateur, qui acceptait de répondre à nos questions.

Quels moyens avez-vous réunis pour reconstituer l'histoire de votre peuple ?

J'ai mis dans ce film ce que j'avais vécu. Tout ce que je raconte dans ce film, la sécheresse, la recherche de l'eau, le typhus dans la ville, le caïd et le bachage, tout cela vient de ma jeunesse. Je suis retourné dans la tribu de ma mère pour le tourner.

Je n'ai eu qu'à faire appel à mes souvenirs et à ceux du peuple dans ma région pour réaliser le scénario : c'est un peu un film auto-biographique.

La seule difficulté a été de transmettre les émotions que nous avions alors, de faire revivre cette phase de notre histoire, cette époque d'humiliation.

Ce n'est pas une lutte des bons contre les méchants, mais tout un cheminement authentique, qui ne peut être remis en cause : avant 1954 les paysans n'étaient pas organisés. Au début ils se révoltent contre les faits de la nature, puis ils en arrivent à se demander «qui à parqué les algériens dans ce désert aride et s'est emparé des bonnes terres ?». Puis dans les villes ils connaissent la misère, la répression directe. Partout devant eux ils reconnaissent le système colonial.

Pourquoi ne voit-on que très peu les colons ?

Je n'ai fait qu'évoquer les colons, parce qu'autrement je serais retombé dans une vision simpliste. J'ai voulu montrer ce que nous avons

vécu, par quelles phases nous sommes passés.

C'est une découverte, sans doute pour les Français, mais aussi pour les jeunes Algériens, de voir enfin la vraie histoire du peuple algérien.



Quelle place a tenu la recherche de belles images ?

Une certaine presse reproche à tout film engagé son esthétisme. Mais la beauté n'est pas un apanage de la bourgeoisie. C'est une question de forme. Ce qui est important c'est le contenu.

Mon film défend une cause et j'ai employé tous les moyens pour convaincre. J'ai voulu faire un film qui enlève l'image de marque qui est donnée au cinéma du Tiers-Monde, un certain misérabi-

lisme qui veut que les zooms soient flous, les travellings cahotants. Regarde le cinéma chinois, les films sont toujours parfaits du point de vue technique, les images très belles. La technique c'est un coup de poing. L'impérialisme n'est pas seul à savoir l'utiliser. J'ai fait de belles images avec un contenu révolutionnaire, par exemple lorsque les paysans font sauter le barrage, les chevaux qui sortent de l'eau, c'est de l'esthétisme mais qui fait surgir la répression qui suivra le sabotage.

Pourquoi avez-vous donné une telle place au «fou» ?

D'abord ce «fou» existe réellement. Dans le film, il fait de nombreux récits et il nous situe dans le temps, il nous fait gagner ainsi tantôt deux années, tantôt quatre années. Comme dans tous les pays du Tiers-Monde la conscience et la mémoire populaire sont orales et son rôle est de rappeler les événements.

Miloud est un agitateur. Quand Ahmed arrive à la ville, il lui montre la prison, la caserne, le commissariat, le Bachaga, tous les lieux de la répression coloniale. Il traite de lâches ses concitoyens qui

restent passifs, avant de rejoindre à la fin les maquis.

Comment avez-vous dirigé ce film ?

Plusieurs milliers de personnes sont passées devant ma caméra. Mais je n'ai jamais utilisé la tactique du metteur en scène, je haranguais la foule et chacun participait à la réalisation.

Ce sont les vraies tribus qui étaient là face à face, les vieilles histoires du passé ont



En 1954, le peuple algérien était mûr pour se libérer de cette exploitation coloniale...

ressurgi. La bagarre dans l'eau était une vraie bagarre et la réconciliation quand tombe la pluie, j'avais assisté à une telle scène dans mon enfance, était une véritable joie. C'était le peuple qui était important et non les personnages. J'ai tout fait pour que ceux-ci soient écrasés par le peuple.

Quelles voies doivent être celles du cinéma dans les pays du Tiers-Monde ?

Chaque pays devrait faire un film-bilan sur son histoire pour montrer le cheminement des idées sous le colonialisme pour montrer que nous ne sommes pas nés de rien. Pour moi il ne s'agissait pas de traiter un problème, mais de donner une référence à mon jeune frère, à mon fils. Quels films existent sur la guerre de libération ? Aucun, j'avais le choix entre deux solutions : ou faire lire notre histoire dans les livres de Courrière ou donner ma propre version de ce que nous avons vécu.

Nous ne devons cependant pas rester dans le passé mais nous attacher aux problèmes d'aujourd'hui : ils sont variés. Construction du socialisme en Algérie, défense de la révolution algérienne. Le cinéma du Tiers Monde doit se pencher sur le passé, le présent et l'avenir. Et le passé doit servir le présent. Avec mon film on peut montrer pourquoi il faut la révolution agraire. Avant on s'entretenait pour un peu d'eau, aujourd'hui on a tout. Alors allons-y, travaillons, transformons le pays.

Le cinéma du Tiers-Monde doit être un cinéma militant, pour être efficace, il doit être adulte, tant dans la précision, la beauté de la forme que dans la richesse du fond.

recueilli par G. CARRAT.

«Chronique des années de braise» 1935-1954

LE LONG CHEMINEMENT DU PEUPLE ALGERIEN

Avant la dernière guerre, au sud de l'Algérie, les moutons crèvent. Ils ont soif. Les récoltes séchent sur pied. Il ne pleut pas. Quelques hommes iront à la ville. La prison, le commissariat, la caserne, c'est la ville où les Algériens sont entassés dans les quartiers sombres, où chaque jour ils doivent aller se vendre au colon.

L'ardent désir d'être débarrassé des français commence à unir des groupes. Des révoltes s'affirment. Quand le typhus ravagera la ville, les colons fuiront puis l'armée ceinturera la ville de fil de fer barbelés. Par familles entières les Algériens enfermés seront décimés.

Dans les campagnes les tribus s'affrontent pour un peu d'eau. Mais ceux qui travaillent sur les champs des colons, ont vu leurs terres fertiles, arrosées grâce aux barrages qui privent d'eau les terres où sont parquées les tribus. Au lieu de se combattre les tribus s'uniront pour détruire le barrage. Tous les hommes seront envoyés au front : un seul reviendra.

C'est l'année du grand soulèvement populaire de Sétif, du grand massacre.

Dans la ville des groupes déjà vivants hier, cherchent aujourd'hui leur voie. Suivra-t-on Si Hadj ou Si Larbi ? Les élections pourront-elles permettre de changer le sort des Algériens ou faut-il prendre les armes. Une manifestation commune conduit tout le monde au meeting électoral du bachaga «le candidat du colonialisme». Deux coups de feu claquent. Si Larbi est mort. Le candidat député est blessé : la garde à cheval charge. Plus question d'élections. Les cavaliers sont dé-

sarçonnés, certains s'avancent au milieu de la charge pour couper les tendons des bêtes. D'autres s'emparent des chevaux, contre-attaquent. «L'année de la grande charge», c'est la fin des hésitations. Les survivants emprisonnés s'évaderont. Et le bruit de leurs armes résonnera bientôt dans les Aurès. 1er novembre 1954 ! Les braises avivées dans les années de souffrance et de mort sont devenues flam-

Avec «Chronique des années de braise», nous révivons le cheminement qui a conduit le peuple algérien jusqu'au déclenchement de la lutte de libération nationale. L'ambuscade de Palestro, la première action armée est chargée de tout ce passé. A son déclenchement la lutte armée a déjà de profondes racines dans la conscience du peuple. C'était le projet du film de le faire sentir, de le faire voir. Comme tel il atteint largement son but.

«J'ai employé autant de moyens pour montrer la misère du peuple que les metteurs en scène occidentaux pour faire revivre la mort Louis XIV», affirme Lakhdar Hamina. Ce n'est pas là une des moindres contradictions du film. Dans le même temps où il parvient à retracer une époque de l'histoire du peuple, il emploie les moyens des films à grands spectacles occidentaux.

Est-ce que c'est en empruntant cette voie-là que le cinéma du Tiers-Monde pourra réellement se développer ? On peut en douter. G. CARRAT

INFORMATIONS GENERALES

Convention médecins - Sécurité Sociale

MEDECINE LIBERALE, MEDECINE AU RABAIS

C'est dimanche dernier que la Confédération des Syndicats Médicaux Français (C.S.M.F.) a définitivement refusé le projet de convention entre la Sécurité Sociale et les médecins (cf. QdP du 20 janvier). Ce refus « définitif » (c'est un bien grand mot) a été décidé lors de son assemblée générale.

Ce que ce syndicat (majoritaire dans le corps des médecins) fervent défenseur de la médecine « libérale », conteste dans le projet est principalement la création de centres de soins expérimentaux gérés par les caisses d'assurance maladie. Il est vrai que la création de tels centres est dangereuse, sous son aspect démagogique : elle va dans le sens de la rentabilisation du système de santé en France, du renforcement de la division entre médecine de luxe et médecine au rabais pour « travailleurs fatigués ». Dans ces centres, les médecins seraient soumis au contrôle direct des Caisses, où le CNPF et FO sont majoritaires. Quand on connaît les lamentations du patronat sur « l'absentéisme permis par des médecins complaisants », on voit où la création de tels centres, qui attireraient nécessairement les travailleurs en raison du système de paiement pratiqué (le tiers payant), mènerait.

Mais ce n'est pas sur ce terrain que la CSMF s'oppose au projet. La preuve en est qu'au nom de la défense du « libéralisme médical », la CSMF refuse aussi l'obligation pour les médecins de

pratiquer ce système du tiers payant (les malades ne payant au médecin que la somme non remboursée par la SS). Sous le prétexte de la paperasserie que cela entraînerait, se glisse une raison moins glorieuse : les médecins tiennent à avoir de l'argent frais, fourni directement par les malades... C'est la même raison qui incite ce syndicat à refuser les centres expérimentaux : la défense des privilèges des médecins.

Le gouvernement, qui a la possibilité d'arbitrer le conflit en entérinant ce projet déjà signé par deux autres syndicats de médecins, semble décidé à appliquer la nouvelle convention, partie intégrante de son projet de restructuration de la santé. L'aspect « définitif » que veut donner la CSMF à son refus n'est donc qu'un épisode de la lutte pour le contrôle des profits de la santé.

C'est aux travailleurs eux-mêmes, aidés par les médecins qui veulent se mettre à leur service de prendre en main la lutte pour une véritable santé, qui ne pourra être, dans une France socialiste, que gratuite.

Eric BREHAT

Quand on travaille dans un organisme de sécurité sociale comme l'URSSAF qui encaisse les cotisations, on apprend des choses révélatrices.

Sans revenir sur ce qu'a déjà dit le Quotidien du Peuple, (sur les différents régimes, les projets de démantèlement, etc...), il faut revenir sur les *dettes patronales*. Car le « déficit de la sécurité sociale », c'est les dettes patronales ! Le dire est bien. Voyons de façon précise : on en découvre de bonnes ! On constate :

1) Qu'il y a une caisse noire de la sécurité sociale. Et que cette caisse noire est (en partie ?) alimentée par les excédents : il y a peu de temps, une Caisse d'Allocations Familiales avait 2 milliards de centimes d'excédent. Ils ont été reversés sur l'Agence Centrale des Organismes de la S.S. (ACOSS). Que sont-ils devenus ensuite ?

2) Que si on examine dans le détail la généralisation de la S.S., il est prévu de mettre de l'argent de côté ! C'est-à-dire de le « placer ». Ce qui veut dire qu'il y a des excédents !

3) Que les dettes patronales sont énormes et augmentent sans cesse. Dettes patronales à l'URSSAF de la Somme : 1 milliard et demi, cet été (en milliards francs). Et que les patrons n'ont quère de

difficultés à en faire : un grand magasin a réussi récemment à « gagner » 1 million et demi sur l'URSSAF.

Pour ne pas payer, il y a deux solutions : pleurnicher que vu la crise, on a des difficultés de trésorerie et obtenir des délais, ou même laisser jusqu'au tribunal et après se faire mettre en ANV (admission en non-valeur), ce qui veut dire payer sur x années sans le moindre centime de plus !

Ou bien payer une partie, ou payer en retard, et faire annuler les majorations de retard, avoir des délais pour payer le reste, ou magouiller avec les lois (liquidation judiciaire, règlement judiciaire, etc... primes au développement, etc...)

Mais ceci est peu : les patrons peuvent gagner du fric sur le dos des cotisations qui nous sont retirées du salaire !!!

1) Le taux de majoration de retard est au plus de 10 %. Le taux de l'argent placé est au moins de 17 %. Profit = au moins 7 %. Quand on a quelques millions à payer chaque mois, payer en retard, ça rapporte !

2) Ne pas payer ou se faire mettre en ANV : majorations : 0 %. Taux de placement : 17 %. Retirons quelques dizaines de francs pour les frais de tribunal ou autres, il en reste encore beaucoup, surtout quand ça se passe sur plusieurs années.

MALLET S.A.

11, rue de la République
91000 AUBREUIL
TÉLÉPHONE : 03 15 15 15
TELEX : 201 15 15

G.R.S.A.F. 00 0
B.P. 165 G
36, rue du Général Ledoux
80027 - AMIENS - CEDEX

Aubreuil, le 28 novembre 1975

Messieurs,

Comme suite à notre conversation téléphonique, veuillez trouver ci-joint un chèque bancaire à votre ordre de Frs 35.331,20 en règlement des cotisations du mois d'octobre 1975.

Nous vous remercions vivement de nous avoir permis de différer ce paiement de quinze jours.

Comme nous vous l'avions expliqué dans notre lettre du 14 novembre, les affaires sont actuellement très difficiles : ce qui nous a obligés à vous demander ce report. Par le passé, nous avons toujours réglé avec exactitude nos cotisations.

Vue la caractère exceptionnel de notre demande, nous vous demandons de bien vouloir nous effectuer une remise de majorations encourues pour ce paiement hors délai.

Nous vous en remercions et vous prions de croire, Messieurs, en l'assurance de nos sentiments distingués.

LE PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

P. MALLET

Qu'on se rappelle le scandale Benoteau, à Arras, il y a quelques années.

4) Les dettes patronales sont obtenues par des moyens légaux, mais aussi par des trafics illégaux (exemple, les 1 % non remissibles qui sont appliqués quand le patron n'a pas la cote avec le directeur de l'URSSAF). Elles couvrent très largement le « déficit ».

Les dettes patronales servent aussi au plan de restructuration de la bourgeoisie (exemple : on a des primes au développement, pour ne pas

déposer le bilan, on ne peut pas payer).

Tout ceci est pratique courante. Si les employés titulaires sont astreints au « secret professionnel », c'est qu'il y a une raison.

Si les patrons ont de multiples solutions pour nous voler, nous n'en avons qu'une pour récupérer notre dû : la révolution !

Corr. Amiens
fait avec des employés de l'URSSAF

P.S. : ci-joint lettre révélation

GRENOBLE : COLLOQUE SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL



Samedi et dimanche se tenait à Grenoble le premier colloque sur les accidents du travail, à l'appel de la CGT, de la CFDT et du syndicat de la Magistrature.

Trois cent participants : des juges d'instruction, des avocats, des spécialistes du droit ou du travail et même des cadres ou des médecins du travail réunis aux côtés de représentants syndicaux de la CGT et de la CFDT : le colloque de Grenoble témoignait effectivement de tout ce qui ébranle aujourd'hui l'appareil judiciaire et administratif. L'on a vu des syndicalistes des différentes branches telles qu'Usinor, Merlin Gérin, Rombas, le bâtiment, la marine marchande, etc... apporter une dénonciation concrète des causes réel-

les des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Pour tous ceux qui sont amenés à être confrontés à la lutte et à la prévention des accidents du travail, ce qui s'est dégagé de ce colloque, c'est la responsabilité du système de la recherche du profit dans les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Ils furent plusieurs à insister sur la nécessité d'un rapport de force créé par la mobilisation des travailleurs pour imposer des mesures de sécurité et la condamnation des véritables responsables. « Nous sommes pour l'action collective et le contrôle de la médecine du travail par les travailleurs » devait dire un médecin du travail.

'Dossier B comme Barbouzes' UN LIVRE INSTRUCTIF

Patrick Chairoff, pseudonyme d'Alain Calzi sait de quoi il parle, il a longtemps appartenu au SAC, le service d'ordre musclé des gaullistes, avant de se décider à révéler tout ce qu'il savait sur cette organisation et ses relations. « Dossier B comme barbouzes », c'est une série de révélations sur les activités du SAC et des barbouzes, les hommes de main du parti gaulliste, et les divers scandales dans lesquels ils ont trempé : affaire Ben Barka, trafics de drogue, trafics d'armes, l'affaire Markovic, etc... Calzi raconte avec beaucoup de détails, de précisions, ce que nous soupçonnions déjà des liens entre les politiciens et la pègre, le financement des partis politiques par le racket, la prostitution, l'escroquerie, les hold-up. Chairoff nous fait pénétrer dans les coulisses de la « haute politique », dévoile tous les chantages et contrechantages qui permettent à tel homme politique de tenir un autre : tel, ces enregistrements filmés de partouzes où sont mouillés plusieurs hautes personnalités du gaullisme, qui sont conservés dans le coffre d'une banque suisse prêts à être ressortis le cas échéant.

Le livre de Chairoff regorge également de détails sur les services secrets de Foccart, ses liens avec les services secrets étrangers et ses intrigues pour maintenir des régimes néo-colonialistes en Afrique. Il est évident qu'un tel flot de révélations a considérablement gêné les personnages cités. Mais curieusement, ce ne sont pas les plus importants qui ont porté plainte, Foccart a fait part de son indignation mais n'a engagé aucune action en justice. Pour ces personnages, il est préférable de laisser l'affaire retomber plutôt que d'attirer les projecteurs sur leurs affaires. Par contre des individus de moindre importance ont porté plainte, il y en a eu 9 à ce jour, aucune n'a encore abouti à la saisie du livre. Il est bien possible que certains hommes politiques, les giscardiens notamment, ne soient pas fâchés de toutes ces révélations sur leurs amis gaullistes. A quand un dossier sur leurs activités, tout aussi révélateur que celles décrites par Chairoff, comme le laissent supposer les dessous de l'affaire Hazan ?

Serge LIVET

En bref

Les conseils de d'Ornano

Il fait froid et même très froid dans certaines régions, à tel point qu'un mineur retraité est mort récemment de froid en ramassant du bois dans une forêt dans le Nord. Mais ce n'est pas ce qui préoccupe d'Ornano, le ministre de l'industrie. Ce qui l'inquiète, c'est la consommation de pétrole qui, si elle augmentait, aggraverait le déficit de la balance des paiements. Alors que d'Ornano nous demande de baisser notre chauffage, en faisant appel à notre sens civique. Quand on vit en HLM, on est bien obligé de subir la température imposée, qu'elle soit trop basse comme c'est souvent le cas, ou qu'elle soit trop élevée, car ça arrive également.

Sauvagnargues au Brésil : « Nous arrivons trop tard »

Encore une visite ! Les journaux brésiliens attendaient que soient annoncés plusieurs contrats entre la France et le Brésil, à l'occasion de la visite de Sauvagnargues et de Barre à Brasilia (du 28 au 30 janvier). En fait rien n'a été annoncé en aucun domaine. Cette visite a permis de préparer la visite que le président brésilien doit faire à Paris au printemps.

Une grande commission franco-brésilienne avait été décidée il y a plusieurs mois, c'est à l'occasion de sa première réunion que Sauvagnargues est allé à Brasilia. « Nous arrivons en retard », devait-il déclarer, et sans doute pas au meilleur moment.

Depuis le voyage de de Gaulle en Amérique Latine, qui voulait ouvrir la voie aux intérêts français, il y a plusieurs années, la France a été incapable de développer son commerce avec le Brésil, dont elle est le septième partenaire. C'est ce « retard » que nos représentants de commerce voulaient combler.

LUTTES OUVRIÈRES

En bref

Compagnie des Transports Bisontins : premiers acquis de la lutte

Un protocole d'accord est intervenu (direction/municipalité/syndicats) pour l'instauration de la prime de vacances, la double compensation des dimanches et des fériés et le paiement des heures de nuits. C'est un premier pas, mais, pour la section CFDT, « tout n'est pas résolu ! Si les travailleurs se sont redus (ces jours-ci) aux deux dépôts pour examiner tous ensemble, les nouveaux graphiques, c'est pour démontrer leur volonté de rester unis pour continuer la lutte » (sur l'amplitude journalière, l'aménagement des services...). Car, « la grève de la CTB a redonné confiance à bon nombre de travailleurs ».

Citroën-Rennes, Usinor-Dunkerque : les travailleurs ont encore perdu deux des leurs !

Yves Horais, ouvrier de Citroën, est mort à Rennes, écrasé par une presse à découper. La CGT, en dénonçant les conditions de travail et de sécurité, a déclaré que dans l'entreprise, « en 74, sur 12 403 salariés, 270 personnes avaient été atteintes d'incapacités partielles ou permanentes, à la suite d'accidents du travail ».

Dans le même temps, à Dunkerque, M. Viane (de Hoyville) est décédé au travail, pendant le nettoyage du service « mat. aggro », où par moins de 10°, sans gilet anti froid, en extérieur. C'est le chômage partiel qui l'a tué ! Employé à l'aciérie comme oxycoupeur, il avait été changé de service, sans que soit tenu compte de ses aptitudes physiques, ni que les consignes « hygiène et sécurité » aient été respectées !

Gilmo-Obsession (Lyon) : porte ouverte ou honteuse kermesse du P«C»F ?

Depuis quatre mois, l'usine de sous-vêtements féminins de Villeurbanne du groupe Gilmo-Obsession est occupée. Prise étroitement en main par le P«C»F et ses gens dans la CGT, la lutte s'est vidée peu à peu de la plupart des grévistes : il ne reste plus que 60 travailleurs sur 140 aujourd'hui ; les autres, laissés sans perspectives ont été se faire embaucher ailleurs ! Et à la journée porte ouverte du week-end dernier, seules 15 ouvrières, encadrées par les dirigeants de l'UL-CGT et les maires révisionnistes de Vaux-en-Velin et Vénissieux, étaient présentes, ... mais silencieuses sur leurs luttes, elles minimisent, en outre, les conditions de travail avant la liquidation « pas si terrible »... Pourtant, elles étaient au rendement, à 1 300 F par mois ! Ce qui a fait de cette journée une sorte de « rassemblement P«C»F », (boudé par les travailleurs de Villeurbanne) qui laisse les ouvrières de Gilmo « attendre l'avis du préfet sur le plan de relance proposé par la Chambre de Commerce ».

Michelin-Vannes : depuis 5 semaines en lutte

Pour la première fois depuis 68, l'usine Michelin de Vannes est bloquée par des grèves (tournantes), suivie par 90 % des 1 300 travailleurs. Partie, sans mot d'ordre syndical, à partir du « ras-le-bol » des employés, la grève a vite été prise en charge par les ouvriers, qui protestent ainsi contre la fixation de nouvelles cadences, les chronos et pressions individuelles... et pour un réajustement général des salaires (1 F de l'heure pour tous et revalorisation des bas salaires) et le passage à 40 H. Les premiers contacts avec la direction ont été un échec. Le mouvement se durcit et s'étend sur la zone industrielle de Vannes !

Licenciements collectifs : ça continue !

• L'entreprise de Céramique de Beauvais-Auneuil (Oise) dépose son bilan : 600 travailleurs sont menacés ainsi de licenciement : ceux de l'ECB d'Auneuil, St-Paul et St-Germer de Fly (Oise) mais aussi les usines et chantiers de Libercourt et Orchies (Nord).

• Chez Bulher-Fontaines (filiale de Rhône-Poulenc), la restructuration des activités du groupe et sa division « phytosanitaire » va se traduire par 50 % du personnel de l'usine de Chazay d'Azaerque (qui va réduire sa production d'aérosols). Le syndicat CFDT dénonce les licenciements et la menace de fermeture totale qui pèse toujours.

Thomson - CSF (Thonon-Les-Bains)

UNE LUTTE QUI S'ORGANISE

La lutte se poursuit toujours à Thonon-les-Bains où les travailleurs sont en grève depuis le 13 janvier contre la disparité des salaires. Ils réclament : une augmentation de 300 F pour les OS, de 250 F pour les OP et de 200 F pour la maîtrise et les techniciens. Le comité de grève mis en place comprend cinq commissions. (popularisation, information, organisation, sécurité, etc... blocage des grilles !)

Ces cinq commissions montrent bien la détermination des grévistes à lutter contre les fausses idées qui existent dans la région et qui caractérisent l'usine de Thonon comme un « modèle », « une usine de rêve ». Démystifier ces points de vue pour expliquer la lutte, c'est une tâche importante pour son succès, aussi la commission in-

formation, s'occupe des contacts avec les autres usines du trust et avec la presse. C'est ainsi qu'une délégation de la Sescossem à Grenoble a pu rencontrer les grévistes, a pu développer le soutien à leur niveau, contre les insuffisances de l'Inter-Trust...

— Mais l'une des commissions les plus importantes, c'est bien celle qui s'occupe du blocage des grilles. Cette commission par les moyens qu'elle s'est donnée (lance à incendie, câble de 70 m pour bloquer les grilles, etc...) a mis en échec les tentatives de la direction et des cadres de rentrer dans les usines après les avoir expulsés. Elle reflète la volonté de traiter à bras le corps le problème de la défense de la grève. La bourgeoisie a répondu par le jugement des délégués au

tribunal des référés qui ordonne l'expulsion des 15 délégués. La direction de la Thomson-CSF qui a reçu une délégation commune de Thonon et de Vélizy ne veut toujours pas céder.

La lutte arrive à une étape importante, faute d'avoir su développer le soutien à l'ensemble du trust, d'avoir défendu l'occupation face à l'intervention des flics, les travailleurs d'Esswein-Thomson ont dû reprendre le travail avec des miettes, l'attitude qu'adopteront les travailleurs de Thonon-les-Bains face à la même situation que leurs camarades de la Roche-sur-Yon sera donc décisive pour l'avenir de la lutte !

José GARCIA



Suite de la une

C'est pourquoi, il ne suffit pas de se battre pour une indemnisation du chômage partiel égale au SMIC, sans limitation d'heures, comme le font dans la réalité les directions syndicales. Ce qu'il nous faut exiger, c'est le paiement intégral des heures chômées, la suppression du chômage partiel. Et partout, la diminution des horaires sans perte de salaire, et l'embauche des chômeurs. De tout cela, il n'est pas question dans les négociations actuelles. C'est seulement par la lutte, des travailleurs directement touchés par le chômage partiel, ou indirectement, par les cadences, les transferts, les chantages de toutes sortes. C'est bien contre toute cette politique que les employés des PTT manifesteront lors de la journée d'action du 5 février, et les ouvriers de la sidérurgie, le 6.

Monique CHÉLAN

GRÈVE DES OUVRIERS DU LABORATOIRE SHERING A ROUBAIX

Une partie des travailleurs des laboratoires Shering à Roubaix, se sont mis en grève pour une augmentation de salaire de 150 F. Les patrons avaient généreusement proposé 1 % d'augmentation, avec un minimum de 25 F par salarié, en vertu de l'augmentation de l'indice INSEE ! C'est la première grève depuis que cette entreprise est implantée à Roubaix.

CORRESPONDANCES SYNDICALES

Lettre ouverte des travailleurs-stagiaires du centre FPA de Meaux

Au Centre de Formation Professionnelle des Adultes de Meaux, il y a quelques jours, la moitié des travailleurs stagiaires s'est réunie pour constituer leur section syndicale CGT. C'était une première victoire, le résultat d'un long travail.

« Venant d'origines, de régions, de pays même, de métiers différents, pour une durée variable, (entre 6 et 11 mois), avec en vue l'obtention d'un diplôme, on subit toutes les manœuvres

de division et d'isolement. D'autant plus que tout droit de créer notre organisation syndicale, de nous exprimer politiquement et culturellement, et même de nous réunir, est interdite sous peine de renvoi, avec le prix du stage à rembourser. Tout est conçu pour qu'entre sections, nous ne nous voyions pas (repas à des heures différentes, logement par section...)

Il fallait donc d'abord faire l'unité sur le Centre : s'enten-

dre sur la possibilité, l'opportunité, la nécessité de monter une section syndicale. Comprendre les obstacles : le pessimisme, l'illusion de la promotion, l'idée qu'on nous fait une grâce en nous envoyant ici, qu'il ne s'agit pas de trop en demander, qu'on n'est ici que temporairement, qu'il s'agit de ne pas compromettre notre formation et notre diplôme, qu'on arrivera à s'en tirer à la sortie... »

Ces travailleurs lancent maintenant un appel :

La section syndicale CGT de Meaux du CFPA, constituée en Assemblée Générale des travailleurs stagiaires du Centre, souhaite par cette lettre ouverte, porter à la connaissance des travailleurs et des responsables politiques, l'objet de nos exigences.

D'abord d'être reconnus comme des travailleurs à part entière, avec les droits acquis par la lutte et reconnus par la loi ;

— c'est-à-dire que nos droits syndicaux et politiques soient respectés, alors qu'on nous impose ceux des patrons.

— c'est-à-dire que les droits à la formation et au travail soient pratiquement mis en

vigueur, alors que parmi les travailleurs en stage, moins de 25% trouvent du travail, et pas forcément dans leur branche, alors que le petit 1% légal consacré à la formation n'est pas atteint, et qu'il concerne plus les cadres et techniciens (1 sur 4), que les ouvriers (1 sur 11), et que les femmes actives (1 sur 13).

— c'est-à-dire que nous soyons payés à un salaire décent (2 000 F), et non à 90% ou 110% du SMIC, ou à 400 F pour les mineurs.

— c'est-à-dire la reconnaissance de notre diplôme à sa valeur réelle, la revalorisation de la cotisation à la S.S.

Nous qui étions chômeurs,

soldats, étudiants, ouvriers licenciés, jeunes et femmes, nous refusons de faire les frais de la crise, et appelons tous les travailleurs actifs, au chômage ou en formation, à l'unité et au soutien.

Sections syndicales de toute la France, envoyez vos messages de soutien ! Travailleurs en FPA, constituez des sections syndicales dans vos centres, et portons au niveau national nos exigences !

Pour toute correspondance :
Bourse du Travail
Section CGT du FPA de Meaux
33 rue du Tan
77100 MEAUX

Les sections syndicales CGT et CFDT de Davum (banlieue de Lyon) communiquent :

Las de voir leurs revendications légitimes toujours repoussées et devant l'éternel prétexte de la « conjoncture », les travailleurs de Davum à Meyzieu (banlieue de Lyon) se sont mis en grève le 30 janvier 1976.

Cette grève largement suivie (99 % du personnel ouvrier et 40 % des employés) porte sur les revendications suivantes :

- augmentation uniforme de 150 F,
- salaire minimum de 2 000 F,
- réintégration d'un travailleur licencié,
- salaire minimum de 2 800 F pour les vendeurs sédentaires,
- paiement des heures de grève.

Davum est en grève illimitée, reconductible de jour en jour.

Le 22^e congrès du P«C»F s'ouvre demain à Saint-Ouen

POUR ETOUFFER LES CONTRADICTIONS

C'est donc demain que s'ouvre à Saint-Ouen le 22^e Congrès du PCF. Alors qu'un projet de document, fixant l'actuel projet politique de ce parti devait servir de base à sa préparation, celle-ci a pris une tournure particulière à la suite d'une simple, mais révélatrice remarque de Marchais à la télévision. Alors que le document préparatoire lui-même n'abordait pas ouvertement cette question, Marchais a fait savoir que désormais le PCF considère que «la dictature du prolétariat, c'est dépassé». Cette affirmation devait, dès le lendemain, susciter des questions, des oppositions non seulement au sein même du PCF mais beaucoup plus largement chez des travailleurs qui, sans ce débat, seraient sans doute restés quelque peu indifférents à la tenue de ce congrès.

L'opposition au point de vue exprimé par Marchais est suffisamment importante au sein du PCF pour qu'elle se soit manifestée au niveau des conférences fédérales où habituellement l'unanimité l'emporte d'autant plus facilement qu'au préalable, ceux qui pourraient exprimer un désaccord en sont éliminés. Pour la première fois dans nombre de fédérations des votes contre et des abstentions sont apparus. Mais ce refus de l'abandon de la dictature du prolétariat n'a pas la même signification pour tous ceux qui l'expriment.

UNE OPPOSITION RESPECTUEUSE...

Pour toute une couche d'intellectuels du parti révisionniste, comme Althusser et Balibar, il s'agirait essentiellement de conserver la «référence» à la dictature du prolétariat. Sur le fond ils sont tout-à-fait d'accord avec la politique du PCF élaborée au cours des années, ils approuvent la voie pacifique, l'union du peuple de France, ils refusent dans la pratique la lutte révolutionnaire du prolétariat et l'instauration de sa dictature pour vaincre la bourgeoisie, pour construire le socialisme. Mais ces messieurs sont gênés par l'abandon des mots marxistes-léninistes dont ils font usage uniquement pour mieux cacher leur position fondamentalement révisionniste.

... DES CONTRADICTIONS INSOLUBLES

La «discussion» qui s'est ouverte dans l'«Humanité», si elle reflétait des oppositions à l'abandon de la dictature du prolétariat, n'a cependant été qu'une caricature de débat démocratique et le congrès ne fera qu'entériner cette orientation. Il est révélateur que ce soit justement à Balibar que la direction du PCF ait confié en guise de conclusion à la «tribune de discussion» le



Dans un café «select», une réunion de cellule du PCF...

rôle de refléter l'opposition, au sein même de ce parti, à l'abandon de la dictature du prolétariat. Par contre pour toute une partie des membres de base du PCF qui n'admettent pas la position exprimée par Marchais, il s'agit bien d'un refus d'une orientation politique qui s'oppose aux intérêts fondamentaux du prolétariat.

Or l'affirmation de Marchais n'est pas au fond un tournant dans l'orientation politique réelle du PCF. Il ne fait que reconnaître ouvertement, clairement dit, toute la réalité des objectifs du PCF depuis de longues années. Mais il pousse ainsi ces militants à s'interroger sur la nature même du PCF, sur son projet politique. Et, fait significatif, ces interrogations sont celles aujourd'hui d'une très large partie de la classe ouvrière.

PARTI DE LA CLASSE OUVRIÈRE OU PARTI BOURGEOIS

Les perspectives que peut offrir l'union de la gauche ont considérablement perdu de leur crédibilité auprès des travailleurs, au fil des dernières années. Et le PCF qui tenait à se présenter au sein de cette union comme «le parti révolutionnaire de la classe ouvrière» se révèle n'être rien d'autre qu'un parti

bourgeois, un parti qui abandonne ouvertement les intérêts fondamentaux du prolétariat, et renonce à toute référence même formelle au marxisme-léninisme pour pouvoir rivaliser sans honte avec les autres partis bourgeois, et gagner la confiance de couches apeurées justement par la perspective de la dictature du prolétariat.

Tandis que les travailleurs qui font chaque jour l'expérience des moyens qu'emploie la bourgeoisie pour maintenir contre eux sa dictature, le PCF leur déclare qu'ils ne devront pas instituer du prolétariat, c'est-à-dire qu'ils ne devront pas se donner les moyens de prendre le pouvoir et de le conserver contre les tentatives de la bourgeoisie de leur reprendre.

LA DÉMOCRATIE VERSION P«C»F

Alors que la direction du PCF s'auto-félicite du caractère «démocratique» de ce parti et de la préparation de son congrès, il se trouve que de très nombreux militants n'admettent pas que les décisions soient prises indépendamment de toute discussion. S'ils ont peu apprécié que Marchais fasse connaître à son passage à la télévision la conclusion du congrès avant même qu'il se tienne, ils n'en ont pas été vraiment surpris. De même les travailleurs font l'expérience de ce que le PCF entend par démocratie, lui qui, dans leurs luttes leur refuse le droit de débattre et de décider de l'orientation à leur donner et de la manière de les mener.

Les militants du PCF qui s'illusionnaient encore sur sa véritable nature se trouvent actuellement dans une situation qui doit les amener à prendre conscience que cette orientation que prend aujourd'hui ouvertement le parti révisionniste n'est pas fortuite, qu'elle correspond à la sanction d'une politique qui tourne fondamentalement le dos aux intérêts du prolétariat et que toute possibilité d'un redressement du PCF est totalement condamnée. Le 22^e congrès sera là pour le prouver une fois de plus.

Fabien VAUDOIS

En bref

Le physicien Heisenberg est mort

Werner Heisenberg, mort dimanche 1^{er} février à Munich a été l'un des artisans de la physique théorique contemporaine. De la même génération scientifique que Max Planck, Dirac, il a contribué à la solution du problème principal de la physique au début du siècle : les lois de la physique classique ne pouvaient rendre compte des phénomènes observés au niveau des particules élémentaires. C'est le «principe d'indéterminisme», selon lequel on ne peut connaître à la fois, en un instant donné la position et la vitesse d'une particule, qui l'a rendu célèbre. Cette découverte, qui remettait en cause le déterminisme régnant alors en physique venait du fait que l'observation même de la réalité modifie cette réalité. Ce progrès très important de la science, Heisenberg en a fait un principe immuable, allant même jusqu'à nier l'existence matérielle de la réalité, en dehors de toute expérience.

La pratique sociale de Heisenberg commente assez bien l'évolution de ses conceptions scientifiques : alors qu'il était encore étudiant, en 1919, il participa à la sanglante répression de l'insurrection des ouvriers de Hambourg. La partie la plus importante de son travail scientifique fut faite lors de la montée du nazisme en Allemagne. Heisenberg refuse alors de prendre partie pour Hitler, pour devenir finalement l'un des directeurs du programme hitlérien de mise au point de la bombe atomique, ce qui lui valut quelques mois de prison à la libération... L'idéalisme, qui avait finalement poussé ce scientifique à se ranger de fait au côté du nazisme, devait l'amener dans la dernière période de sa vie à professer de pures conceptions idéalistes, sur l'existence d'un «ordre central» et d'une «finalité de l'univers». Ce n'est pas ce que retiendra l'humanité de ses découvertes...

Eric BREHAT

La clémence des juges ... suite

Octave Bruhier avait tiré sur un jeune de vingt-trois ans, Dominique Courtin et l'avait tué. Ceci se passait à Bruay-en-Artois, le 20 mars 1973. La Cour d'Appel de Douai vient de confirmer le relaxe d'Octave Bruhier, prononcé le 24 octobre 1975. Rappels pour qui s'étonnerait de cette clémence inhabituelle qu'Octave Bruhier est gardien de la paix, et qu'il avait tiré «involontairement», prétend-il, sur sa victime parce qu'il croyait que c'était un gangster. Il pourra recommencer son erreur sans risque puisqu'il n'est même pas condamné à la moindre peine. La rapidité de ses réflexes lui vaudra peut-être de l'avancement.

Spéculation sur la pomme de terre

On trouve de plus en plus difficilement des pommes de terre chez les commerçants, et quand on en trouve, c'est à plus de 2 F le kg. Les pommes de terre à moins de 1 F le kg ont disparu. Il n'y a pourtant pas de pénurie, la production française de pommes de terre couvre largement les besoins des consommateurs. Le manque de pommes de terre, dans le commerce, est dû à la décision des gros négociants à bloquer l'approvisionnement afin d'obtenir la levée de la taxation de la baisse. Pour eux, la pomme de terre ce n'est intéressant que si ça rapporte gros, c'est-à-dire s'ils peuvent l'acheter à bas prix et la revendre cher.

LUTTES OUVRIÈRES

LIP DEBATTRE POUR MIEUX LUTTER ?

A la prise de poste de lundi matin, les ouvriers de Palente passent la grille qui les avait vu rentrer avec «l'emploi pour tous» en 74. Dans toutes les têtes, trotte la question des licenciements en cours et des réductions d'horaires avec pertes de salaires. Beaucoup s'étonne : «Pourquoi on nous diminue les horaires ? Il n'y a qu'à baisser les cadences !» En effet Neuschwander, en prétendant rassurer les travailleurs, a annoncé que «la production resterait stable malgré les diminutions d'horaires» (ce qui signifie donc les cadences...)

«Ce n'est pas notre affaire si les stocks s'accumulent, on n'est pas là pour serrer les coudes, pour sauver la barque !» s'exclame une ouvrière, active en 73 à la CFDT et au comité d'Action. Mais

tout n'est pas clair chez les Lip. Ainsi la même se demande «que faire ? sans doute qu'il faut d'abord négocier. On verra après...»

Il faut dire que les prises de positions syndicales dans l'entreprise n'aident guère à tracer des perspectives de lutte ! Depuis sa pétition contre les licenciements, la CGT ricane sur les déboires des autogestionnaires plus qu'elle ne propose. Tandis que la CFDT ramène le problème aux conséquences d'un «réglement de compte de patrons, auxquels ne plaisent pas les idées de M. Neuschwander». Désireux de «tenir les 2 bouts de la corde», entre les ouvriers et son patron «de gauche», Charles Piaget a précisé que «les travailleurs doivent tout faire pour préserver leurs intérêts, mais sans pour autant



mettre en danger l'entreprise qui les emploie».

Cette position, dénoncée dans un tract de la cellule Lip du PCR et dans de nombreuses discussions, laisse les ouvriers dans l'embarras. Que cherche la CFDT en ne proposant que d'être «vigilants» et en se félicitant publiquement de «l'écho important de l'affaire Lip» chez Giscard (dont la mesure d'aide par la DATAR est considérée comme «satisfaisante» par Piaget) ?

Contre le chantage à la faillite, déjà le mécontentement, appelle la lutte chez plusieurs ouvriers qui savent que «de toute façon il a fallu plusieurs semaines en 73 pour que tout le monde voit où en était son intérêt et s'engage dans la lutte».

Déjà à Montrapon, à Palente, comme chez Weil, de nombreux ouvriers de Besançon sont prêts à aider une nouvelle lutte des Lip !

d'après corresp. C. VILLARD

FRONT ROUGE Organe Central du Parti Communiste Révolutionnaire (ml)

N° 3 - nouvelle série

est paru

Le numéro : 5 F (+ port)

Au sommaire :

- La ligne de masse
- Les marxistes-léninistes et l'armée
- La conférence Nord-Sud

Passez vos commandes
BP 161 - 75 864 Paris Cédex 18
CCP - 31 191 14 La Source

LA VIE DU JOURNAL

100^e NUMÉRO DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

EN AVANT VERS 12 PAGES QUOTIDIENNES !

Ce journal est le 100^e numéro du « Quotidien du Peuple ». Quatre mois de parution pour votre journal, voilà une nouvelle qui ne fait pas plaisir à tout le monde, à tous ceux qui s'interrogeaient hypocritement sur la possibilité de survie d'un journal comme le nôtre. Grâce à vos efforts, à votre mobilisation pour soutenir financièrement le journal, pour le faire connaître, pour apporter contribution, correspondance..., le « Quotidien du Peuple » a pu progressivement conquérir sa place, s'améliorer.

Cette page « la vie du journal », les nombreuses lettres que nous avons reçues reflètent la prise en main par ses lecteurs de l'amélioration du Quotidien, reflètent aussi combien le « Quotidien du Peuple » répond à un besoin aujourd'hui.

Aujourd'hui, continuer à améliorer le Quotidien, réclame de lui donner plus d'extension. Déjà, pendant le mois de janvier, le samedi, nous sommes parus sur douze pages ; et les lecteurs ont pu constater combien cela permet de faire un journal différent avec plus d'informations, plus de reportages, plus de place, pour approfondir les questions, en aborder de nouvelles... C'est cette voie qu'il faut généraliser. Nous avons lancé en décembre une souscription pour le passage au douze pages quotidiennes. Cette souscription est pratiquement atteinte aujourd'hui (nous publierons la liste à la fin de cette semaine) et les conditions pour passer aux douze pages sont maintenant presque toutes rassemblées. Nous pouvons ainsi annoncer à nos lecteurs qu'à partir du lundi 16 février, le « Quotidien du Peuple » paraîtra chaque jour sur douze pages.

C'est une victoire qu'il faut compléter en améliorant le journal, en en faisant un meilleur outil de débat, une meilleure arme pour la propagande communiste. Cette bataille, c'est aussi celle de tous nos lecteurs.

Réunion de lecteurs
Mardi 3 février

Local de l'Association des Amis du Quotidien du peuple
6 rue du Grand Chamont (Battant) - 20 h 30
BESANCON

VIE QUOTIDIENNE

P.U.K. pollue

TOUTE LA VIE D'UNE RÉGION MENACÉE

En lisant votre article de samedi dernier sur l'implantation d'une centrale nucléaire à Nogent-s/Seine, je n'ai pu m'empêcher de faire le rapprochement avec la réunion à laquelle j'ai assisté samedi soir (17.1) à Vezelay dans l'Yonne.

A Vezelay, et dans les communes environnantes, la firme multinationale Pechiney-Ugine-Kulmann a décidé d'exploiter les mines de fluorine qui existent sur le parc régional du Morvan ! C'est toute la vie de la région qui est menacée par la pollution, la destruction des sites... comme est venu nous le montrer le maire d'Escaro, à l'aide de diapositives, petit village des Pyrénées ou PUK est déjà implanté.

Comme à Nogent-s/Seine, une association « pour la sauvegarde des sites et la lutte contre la pollution dans le Vezélien et l'Avalonnais »

s'est créée, regroupant à la fois des parisiens propriétaires de résidences secondaires et des habitants du coin, directement menacés.

En faisant le bilan des démarches déjà menées par l'association depuis plus de 2 ans auprès des élus locaux et de la Préfecture (qui n'ont guère abouties !), certains paysans en ont conclu qu'il fallait adopter d'autres formes de luttes :
- création de comités de villages pour sensibiliser tous les habitants et coordonner la résistance face à « l'envahisseur »,
- organisation d'une fête sur le terrain, « nouveau Larzac » (a déclaré un membre de l'assemblée) pour populariser la lutte et obtenir un soutien plus grand. Ces nouvelles formes de luttes ont été retenues par l'assemblée. (De plus amples détails suivront éventuellement par la suite).

A PROPOS DE CONCORDE

Camarades,

L'article écrit par Paul Lefort sur le Concorde dans le Quotidien du Jeudi 22 janvier appelle certaines critiques : je trouve en effet, faux de parler de réussite technique en ce qui concerne le Concorde.

Comment parler de progrès technique à propos d'un avion qui va causer une pollution par le bruit bien supérieure à celle déjà causée par les autres avions ? Je voudrais savoir si les travailleurs habitant près des

aéroports conçoivent ainsi le progrès technique. Peut-on considérer comme une réussite technique la détérioration accrue de la couche d'ozone provoquée par le Concorde ? Peut-on enfin parler de progrès technique pour un avion qui ne transporte que 70 passagers (environ) et surtout qui ne servira qu'aux PDG, aux bourgeois mais pas aux fils du peuple.

Il ne semble que cela appelle un débat sur : « Qu'est-ce que le Progrès ? Le Progrès pour qui ? Pour quoi ? »

En ce qui concerne la pollution de Concorde, supérieure à celle des autres avions, c'est tout à fait juste. Mais l'éditorial ne visait pas à traiter cette question, illustrée à l'intérieur du journal par l'enquête à Roissy, auprès des habitants. L'idée était simplement de dire que l'impérialisme US prend un prétexte, celui de la pollution (qui correspond à une réalité) pour masquer son opposition politique. Les impérialistes US ne font pas à l'accoutumée la fine bouche devant la pollution.

Quant au deuxième point, le progrès technique, il faudrait largement creuser cette

question. Le Concorde est une machine extrêmement perfectionnée, très élaborée techniquement. Aujourd'hui il ne sert qu'à transporter quelques PDG. Même mis au service du peuple ou plus exactement des peuples, il ne permettrait que de gagner quelques heures sur de longs trajets. Mais le Concorde est le résultat de l'assemblage de pièces, de mécanismes, de métaux, qui sont utilisables pour d'autres fins : par exemple, la question des mécanismes de sécurité qui sont très fouillés. Sans prétendre par ces quelques indications épuiser la réponse, je pense donc qu'il faut considérer l'avion comme le résultat

d'un progrès technique. On ne doit pas à mon avis se limiter à l'argument de quelle classe ce progrès sert aujourd'hui principalement. Sinon, on aurait pu, il y a 75 ans dire la même chose du moteur à explosion, installé au départ des autos de gros richards. Ce qu'il faudrait donc voir plus largement, c'est comment nous avons dans de nombreux domaines, dès aujourd'hui, des éléments de technique qui, utilisés à d'autres fins, pourraient aller dans le sens de l'allègement du travail, de meilleures conditions de vie, d'une meilleure sécurité, d'une meilleure vie pour les travailleurs. C'est un débat ouvert qui doit

DEVENEZ CORRESPONDANT DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 Paris de 8 H 30 à 13 H

S'il est vrai que le Concorde représente le premier avion supersonique civil qui soit conçu, cette innovation ne doit pas masquer les tares de cet avion.

Autrement, j'ai beaucoup apprécié que le Concorde ait été replacé dans son vrai contexte, celui de la société capitaliste qui construit des avions de luxe tandis qu'elle entretient la misère quotidienne des travailleurs.

P. LEFORT

COMMUNIQUÉ

Comité d'Information - et de Défense des Victimes de la Répression

La situation à l'université de Tunis est des plus préoccupantes. La grève s'étend aujourd'hui à la majorité des facultés, instituts et écoles supérieures de l'Université.

L'écrasante majorité des étudiants, récusant la direction fantoche de l'UGET, proclamant la légitimité des « structures syndicales provisoires » dont ils exigent la reconnaissance officielle.

L'agitation est grande dans les principaux lycées du pays et la réplique du pouvoir risque d'être aussi vigoureuse que celle de Février 1972.

Le gouvernement accentue, en effet, son escalade répressive qui revêt les formes suivantes :

1. A la suite des agressions dont ont été victimes les étudiants en grève, un étudiant de l'ENIT serait mort des suites de ses blessures.

Une étudiante de la faculté de lettres a avorté à la suite des sévices dont elle a été l'objet.

Deux étudiants ont été éborgnés, l'autre gravement blessé, à la faculté de lettres, par des vigiles universitaires armés de matraques et de

poignards.

Le pouvoir fait, comme de bien entendu, le black out sur toutes les informations concernant ces cas d'une extrême gravité. Plusieurs dizaines d'étudiants ont, par ailleurs été blessés à la suite d'agressions ou d'accrochage avec les vigiles, les barbouzes et à leur tête le « doyen de la faculté de lettres, Yalaoui, et les brigades spécialisées des B.O.P. »

2. Les expulsions définitives de l'université se chiffrent par dizaines, 34 pour la seule faculté des lettres, et l'assemblée nationale (pour préserver l'ordre) a transféré « momentanément et exceptionnellement » les prérogatives du conseil de discipline des facultés, au ministère de l'éducation nationale.

Les étudiants sont, de fait, assignés à résider dans leurs villes universitaires.

3. 3 procès expéditifs ont eu lieu depuis le 15 décembre 1975.

Le procès du 17 décembre : 5 étudiants sont condamnés à des peines de

prison allant de 40 mois à 76 mois.

Le procès du 15 janvier 12 étudiants sont condamnés à des peines de 44 mois de prison chacun.

Le 25 janvier : Procès de 4 militants pour tentative de distribution de tracts. Verdict : 3 ans et demi à 16 ans de prison.

Tous ces procès ont eu lieu en correctionnelle et les règles de procédure les plus élémentaires ont été totalement ignorées.

4. Les arrestations se chiffrent par dizaines et un climat de terreur sans précédent règne dans les milieux universitaires où les hommes de main du directeur du parti unique (SAYAH) multiplient les provocations pour justifier un recours accru à la répression.

Le ministre de l'intérieur, Tchar Balkhodja, « homme à poigne » selon l'expression du Chef de l'Etat lui-même, en serait arrivé, à en croire les correspondants de la presse étrangère accréditée à Tunis, à marquer quelques réticen-

associer tous les lecteurs qui ont un avis et des éléments sur cette question. Les communistes ne sont pas pour le retour à la nature, mais pour l'utilisation à son maximum, à son mieux, des progrès des forces productrices qu'entraîne l'accumulation de l'expérience et du travail humain, de par le monde entier. Les camarades chinois ont déjà montré l'exemple sur cette question : suppression de la pollution, lutte contre l'opposition ville-campagne, construction de petites unités de production et surtout appel sans entraves à l'initiative des masses pour créer le progrès.

ces par rapport aux agissements et à l'escalade de la violence préconisée par le ministre d'Etat, directeur du parti dont il a pourtant continuellement cautionné les pratiques répressives.

De telles informations doivent être observées avec les précautions d'usage, mais ces rivalités confirmeraient, le cas échéant, la gravité de la répression actuelle.

Comment ne pas voir dans cette évolution un véritable processus de fasciation de la vie politique dans le pays ?

Notre comité, qui dénonce cette nouvelle et dramatique poussée répressive, en appelle à l'opinion et à la presse démocratique pour qu'elle s'en fasse l'écho et qu'elle contribue à abattre le mur du silence que le pouvoir tunisien essaie d'élever autour de ses menées répressives.

PARIS, le 28 janvier 1976

C/o J. CATTEGNO
B.P. 397
75025 - PARIS CEDEX 01

SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne 10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession
Adresse
Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cédex 19
CCP 23 132 48 F PARIS

JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Nom Envoyez à :
Profession le Quotidien du Peuple
Adresse BP 225
75 924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

BLOC-NOTES

Sécurité Sociale

EXONERATION DU TICKET MODERATEUR

Dans le langage de la Sécurité Sociale, le ticket modérateur, c'est la somme qui reste à la charge du malade après le remboursement. Dans la majorité des cas, il représente 25 à 30% de la dépense totale. Il faut savoir que dans certains cas, l'assuré social a droit à l'exonération de ce ticket modérateur, c'est-à-dire qu'il est remboursé à 100% de ses frais.

1- En cas d'opération chirurgicale, le remboursement est de 100% si le montant est supérieur à 340F, c'est à dire dans presque toutes les interventions (à condition d'être opéré dans un établissement public ou une clinique conventionnée).

2- En cas d'hospitalisation, si le séjour en hôpital est supérieur à 30 jours le remboursement est total.

3- La prise en charge à 100% est possible pour toutes les dépenses de santé et pendant de longues périodes renouvelables lorsque l'on est atteint d'un des maladies suivantes : tuberculose, lèpre, poliomyélite, sarcoïdoses, tumeurs malignes, diabète sucré, anémie pernicieuse, hémophilie, maladies mentales, maladies

cérébro-vasculaires, sclérose en plaques, maladie de Parkinson, infarctus du myocarde, hypertension sévère, néphrite chronique grave, néphrose lipidique, spondylite ankylosante, polyarthrite chronique évolutive, troubles neuro-musculaires, fibrose kistique, artériopathies chroniques, acardiopathies

pratiquement toutes les personnes âgées devraient bénéficier de la prise en charge à 100% en ce qui concerne cette maladie.

4- En dehors de ces maladies, il est aussi possible d'obtenir le remboursement à 100%, si l'ensemble des dépenses occasionnées par notre état de



congénitales, insuffisance respiratoire chronique grave, bilharziose.

Lorsque l'on est atteint d'une de ces maladies, il faut envoyer un certificat médical et demander à son centre de Sécurité Sociale l'obtention de ce droit. Il est à noter qu'il est bien rare qu'une personne âgée n'ait pas des artères en mauvais état. Comme cette maladie fait partie de la liste,

santé laisse à notre charge tous les mois 65F pendant 6 mois. Quand on constate le prix des médicaments, des analyses, des radios, etc... il est évident que dans la plupart des maladies qui durent 6 mois et plus, la somme qui reste à la charge du malade est supérieure à 65F par mois. Là encore, il faut y penser et adresser une demande à la Sécurité Sociale.

TÉLÉVISION

Dimanche soir sur A 2

PETIT VOYAGE A L'INTÉRIEUR DU PCF

Pour son émission «Les cadets de la politique», Anne Gaillard avait choisi d'interviewer Marie-Thérèse Goutman. Ce n'est pas n'importe qui ; depuis ses débuts d'institutrice en 1954, elle a fait son chemin : directrice d'école, maire, puis sénateur de la Seine-Saint-Denis, membre du Parlement européen en 1973, juge titulaire à la Haute Cour de Justice en 1974, enfin présidente du groupe sénatorial du PCF en 1975. Quand l'essentiel, c'est, selon Goutman, «le sentiment de ne pas être rien, c'est-à-dire de ne pas être considérée», on peut dire qu'elle touche au but. Par ailleurs, «avant de changer les mentalités, dit-elle, il faut changer le régime». Mais pour changer le régime, encore faut-il une autre mentalité que la vôtre, Madame Goutman ! Et comment changer de mentalité dans un parti où, comme elle le rappela fièrement «on entre comme on veut», où il n'est pas question de mener la lutte idéologique contre les conceptions idéalistes, par exemple d'un chrétien qui adhère. Au contraire l'enrichissement permanent du marxisme-léninisme permet

aujourd'hui de proclamer bien haut : je suis chrétien et communiste, voilà ma gloire !

Pendant que les chrétiens adhèrent, d'autres militants quittent le PCF (750 000 depuis 68). Inquietant ? Non, selon Goutman ce sont de mauvaises têtes qui n'ont rien compris au centralisme démocratique. La réunion de sa cellule suggérait pourtant une meilleure réponse. A l'ordre du jour, un rapport de Paul Laurent au Comité Central. M.-T. Goutman l'explique sommairement, relayée par deux beaux parleurs. Les autres se taisent... Cellule modèle. Quant aux éventuelles contradictions violentes avec la ligne révisionniste, beaucoup d'anciens militants pourraient témoigner que c'est l'exclusion rapide qui les règle.

«Je peux aller de l'avant en me remettant en cause perpétuellement», a conclu M.-T. Goutman. Façon élégante de présenter le fait que le PCF a renoncé depuis longtemps à faire la révolution !

Claude ANCHER

MARDI 3 FÉVRIER

TF 1
18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Uneminute pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - La merveilleuse histoire des jeux olympiques Les jeux d'hiver (1924-1972)
21 h 30 - De vive voix
La prostitution est-elle nécessaire
22 h 30 - Récital
22 h 55 - JOURNAL et fin

A 2

18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - JOURNAL

20 h 30 - Les dossiers de l'écran : Les fous criminels : l'étrangleur de Boston
23 h 15 - JOURNAL et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash Journal
20 h 00 - Les animaux chez eux
20 h 30 - Westerns, aventures
le retour de Sabata
23 h 10 - JOURNAL et fin

feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RESUME :

Après avoir donné ses premières impressions sur Mao-Tse-Toung, E. Snow rappelle les aspects fondamentaux de la politique du Parti Communiste Chinois. Le PCC a d'abord coopéré avec le Kuomintang sur la base de deux principes : lutte anti-impérialiste et lutte pour une révolution démocratique. Mais depuis 1927, le Kuomintang, abandonnant ces objectifs, ne poursuit qu'un seul but : «anéantir les Rouges». Malgré cela, face à l'agression japonaise, le PCC a proposé, dès 1932, au Kuomintang de cesser la guerre civile et de s'unir dans un «front national antijaponais». Jusqu'à présent (1936), le Kuomintang a refusé.

9^e épisode

SUR LA GUERRE AVEC LE JAPON

LES TROIS CONDITIONS

Le 16 juillet 1936, j'étais assis sur un escabeau carré à l'intérieur de la résidence de Mao Tsé-Toung. Il était neuf heures du soir passées, le couvre-feu était sonné et presque toutes les lumières étaient éteintes. Les murs et le plafond du logement de Mao étaient de roc épais : sous les pieds, le carrelage était de briques. Une gaze de coton masquait la moitié inférieure des fenêtres, également taillées dans la pierre, et des bougies grésillaient devant nous sur la table carrée de bois blanc, couverte d'un tapis propre de feutre rouge. Madame Mao était dans la pièce voisine et faisait de la compote de pêches sauvages achetées ce jour-là à un marchand de fruits. Mao était assis, les jambes croisées, dans un renfoncement creusé dans le roc et fumait une cigarette K'ien-men (1) (...)

Mao commença à répondre à ma première question qui était la suivante : «Si le Japon est battu et chassé de Chine, croyez-vous que le problème majeur de «l'impérialisme étranger» aura été, d'une façon générale, résolu ?

—Oui. Si d'autres pays impérialistes n'agissent pas comme le Japon et si la Chine bat le Japon, cela signifiera que les masses chinoises

se seront éveillées, se seront mobilisées et auront affirmé leur indépendance. Par conséquent, le problème capital de l'impérialisme aura été résolu.

—Sous quelles conditions croyez-vous que le peuple chinois puisse se battre et exténuer les forces du Japon ?» demandais-je. Il répondit : «trois conditions garantiront notre succès : premièrement, la réalisation du Front national commun contre l'impérialisme nippon ; deuxièmement, la formation d'un Front anti-japonais mondial ; troisièmement, l'action révolutionnaire des peuples opprimés, souffrant à présent sous la botte japonaise. De cet ensemble, la pierre angulaire est l'union du peuple chinois lui-même». (...)

L'ARMÉE DU PEUPLE

On peut vaincre un ennemi militairement supérieur. Les succès de l'Armée Rouge sur le Kuomintang le montrent.

«L'explication est que l'Armée rouge et le Gouvernement soviétique ont créé au sein de la population de leurs territoires une solidarité inébranlable, parce que chacun y est prêt à se battre pour son gouvernement contre ses oppresseurs, parce que chaque individu s'y bat volontairement et consciemment pour ses propres intérêts et pour ce qu'il croit être juste. En second lieu, dans la lutte des soviets, la population est menée par des hommes possédant capacités, force et détermination, et pourvus d'une profonde connaissance des besoins stratégiques, politiques, économiques et militaires en rapport avec leur position. L'Armée rouge a remporté toutes ses victoires - en commençant par quelques douzaines de fusils entre les mains de révolutionnaires résolus - parce que ses solides racines populaires lui attiraient des amis jusque parmi les troupes blanches. L'ennemi nous était infiniment supérieur militairement, mais politiquement il était paralysé.

LES POINTS FORTS DE LA CHINE

«Dans la guerre contre le Japon, le peuple chinois aurait pour lui de plus grands avantages

que ceux que l'Armée rouge a utilisés dans sa lutte contre le Kouomintang. La Chine est une très grande nation et on ne peut dire qu'elle est conquise avant que chaque pouce de son terrain soit sous l'épée de l'envahisseur. Si le Japon réussissait à occuper même une grande partie de la Chine, prenant possession de territoires comptant jusqu'à cent millions ou même deux cents millions d'habitants, nous serions encore loin d'être vaincus. Il nous resterait encore une force considérable pour combattre les chefs de guerre japonais, qui auraient aussi à mener durant toute la guerre une action d'arrière-garde massive et constante.

«Quant aux munitions, les Japonais ne peuvent ni occuper nos arsenaux de l'intérieur, qui suffiraient à l'équipement des armées chinoises pendant de longues années, ni nous empêcher de saisir de grandes quantités d'armes et de munitions d'entre leurs mains. Cette dernière méthode a permis à l'Armée rouge de s'équiper aux frais du Kouomintang : celui-ci a été pendant neuf ans notre «pourvoyeur de munitions». Quelles possibilités infiniment plus vastes s'ouvriraient pour l'utilisation de cette tactique qui nous a fourni nos propres armes si le peuple chinois tout entier était uni contre le Japon !

«Il est vrai que la Chine n'est pas économiquement unifiée. Mais le développement inégal de l'économie chinoise présente également des avantages dans une guerre contre l'économie hautement centralisée et concentrée du Japon. Par exemple, couper Changhaï du reste de la Chine, ne serait pas aussi désastreux pour le pays que serait, disons, la séparation de New-York du reste des Etats-Unis. En outre, il est impossible au Japon d'isoler toute la Chine : le Nord-ouest, le Sud-ouest et l'Ouest ne peuvent être bloqués par le Japon qui, du point de vue continental reste une puissance navale.

«Ainsi, une fois de plus, le point crucial du problème devient la mobilisation et l'unification du peuple chinois tout entier et l'édification d'un front commun tel que le Parti communiste l'a sans cesse préconisé depuis 1932».

(à suivre)

(1) Marque de cigarettes à l'enseigne d'un célèbre monument de Pékin, la «porte de devant».

INTERNATIONAL

**le quotidien
du peuple**

LIBAN



L'ARMÉE ARABE DU LIBAN COMMANDÉE PAR AL KHATIB

Qui est le lieutenant Al-Khatib ? C'est un lieutenant patriote de l'armée libanaise qui a déserté l'armée pour former «l'armée arabe du Liban», pour combattre aux côtés de la Résistance Palestinienne contre ses ennemis du Liban. Depuis le début des événements du Liban, un grand nombre de soldats ont déjà quitté l'armée, pour les mêmes raisons.

Le lieutenant Al-Khatib a déserté l'armée avec un grand nombre de soldats de la Bekaa depuis quelques mois. Il a tenu une conférence de presse, expliquant

et dénonçant l'intervention de l'armée aux côtés des Phalanges : comment certains officiers obligeaient les soldats à participer, comment les armes ont été données aux milices.

Sa conférence de presse a été reprise par plusieurs journaux libanais, dont «Al-Moharrer». Et depuis quelques jours, «Al-Moharrer» publie aussi une interview du lieutenant Al-Khatib, dans laquelle il parle de la situation à l'intérieur de l'armée, des divisions qui existent à cause de son rôle dans les combats.

AL MOHARRER ATTAQUÉ

Les locaux du quotidien «Al-Moharrer» ont été détruits le samedi soir. C'est un journal patriote. Il a toujours exprimé sur les luttes de libération dans le monde arabe, et surtout sur la Révolution Palestinienne l'opinion des masses libanaises, qui refusent toutes sortes de capitulation devant l'ennemi sioniste. Il s'est aussi attaché à montrer la vie des masses, leurs problèmes dans leur vie quotidienne. Bien que soutenu par l'Irak, il avait une certaine indépendance dans

son analyse sur la situation dans les pays arabes et au Liban.

D'après certaines dépêches, ce serait la Saika qui aurait attaqué «Al-Moharrer» et tué son directeur.

LA SEIKA A BEYROUTH

Qui est la Saika et quel est son rôle au Liban ? La Saika a été créée par la Syrie en 1969 pour qu'elle se joigne à l'OLP. Pendant les événements au Liban, la Saika a participé aux combats. Dans la Bekaa, elle est formée de Syriens, venus spécialement pour les combats. Ils posaient des barrages, arrêtaient et tuaient les gens suivant leur confession. Ils ont opéré plusieurs vols, dans la Bekaa et à Beyrouth. A Beyrouth, la Saika a armé, payé plusieurs «chefs de quartiers», des gens qui organisent des rackets sur la vie des habitants en échange de leur soi-disant «protection». Par son comportement, son armement inorganisé, la Saika a aidé à garder la tension au Liban. On peut se demander quel est alors le véritable rôle de la Syrie au Liban : d'un côté, la Saika qui attise la tension et, de l'autre, le gouvernement syrien qui a proposé l'accord de cessez-le-feu, et dont le poids sur les affaires libanaises se révèle depuis chaque jour plus important.

Yomna el-Khalil

ESPAGNE : importantes manifestations à Barcelone et à Saint- Sébastien

70 000 manifestants à Barcelone, en plein centre ville ! Plusieurs milliers à Saint Sébastien devant la prison Martutene, deux manifestations, un seul mot d'ordre : «Amnistie». A Saint Sébastien comme à Barcelone la police a chargé violemment les manifestants, imposant un véritable tir de barrage de grenades lacrymogènes et de grenades au gaz. A Barcelone, malgré les violentes charges de la police, les manifestants se regroupaient sans cesse. Des automobilistes descendaient de voiture pour applaudir. Aux fenêtres des gens agitaient des mouchoirs. Au bout de deux heures de manifestation la police a dû faire venir des renforts. Ce n'est qu'au bout de quatre heures que les manifestants se sont dispersés. De nombreux manifestants ont été blessés et certains d'entre eux ont dû être conduit à l'hôpital. Parmi ceux-ci le Père Xirinachs, qui se tenait en tête du cortège qui remontait l'artère principale de la ville. Il y a quelques jours, alors qu'il était devant la prison de Barcelone, attendant la libération des prisonniers politiques - ce qu'il fait chaque jour de 9 H du matin à 9 H du soir - il déclarait à notre envoyé spécial «je refuse et je combats la violence oppressive, l'exploitation du prolétariat».

Sahara Occidental RABAT ANNONCE DE NOUVELLES ATTAQUES

«L'important réside dans les actes» écrit «El Moudjahid», le quotidien algérien, à propos des déclarations de Giscard d'Estaing qui affirmait qu'il n'y avait ni crise, ni tension entre l'Algérie et la France. Il aura suffi d'une journée bien que le gouvernement algérien n'ait pas officiellement réagi, pour que les faits soient remis à leur place : ces déclarations n'ont apporté ni satisfaction, ni satisfaction prudente, comme le répétait la radio, dimanche. «Paris reste fidèle à sa ligne de conduite à l'égard des deux parties : des encouragements et des armes aux uns, de bonnes paroles aux autres», souligne le commentaire du journal.

MASSACRES DE FAMILLES DÉARMÉES

Mais aujourd'hui, à Alger, la presse est pleine de l'«affaire du Sahara Occidental». Samedi, le F. Polisario a rendu public un communiqué faisant le bilan des combats depuis le 18 janvier, quand l'aviation marocaine a entamé les bombardements contre les camps de réfugiés. Sept avions ont été abattus, quatre cent vingt cinq soldats tués, cent quatre vingt prisonniers, rapporte le communiqué. Par ailleurs, les combats se poursuivent autour des postes de Haousa, Jdeiria.

Smara est assiégée, Jdeiria a été reprise, souligne le communiqué. Les troupes marocaines «se sont livrées à une série de massacres de familles désarmées. Une centaine de femmes ont été égorgées sous les yeux de leurs enfants et cent quarante Sahraouis environ, âgés de 1 à 12 ans, ont été tués en présence de leurs parents». La Croix-Rouge Internationale a confirmé le bombardement au napalm des camps sahraouis. Les camps de la région d'Amqalla où se sont déroulés de violents combats, au cours de la semaine dernière, ont été

bombardés à deux reprises par des roquettes et des bombes au napalm.

UNE ATTAQUE CONTRE MAHBES ANNONCÉE

De son côté, la cour de Rabat affirme avoir tué deux cents soldats «algériens» et en avoir fait prisonniers cent six. Dlimi, l'assassin de Ben Barka, qui dirige actuellement les troupes d'occupation marocaines au Sahara, affirme que les prochains objectifs de son armée sont les camps de Tifariti et de Mahbes, qui sont deux bases importantes du Polisario.

Cependant, une importante activité diplomatique se déploie à la suite des affrontements algéro-marocains. Des émissaires des différents pays arabes se sont rendus dans les deux capitales. Le secrétaire général des Nations Unies a désigné le suédois Olof Riudbeck pour examiner les possibilités de permettre au peuple sahraoui de décider de son avenir. Le représentant devra se rendre dans toutes les capitales intéressées.

De son côté, Hakim Adel, responsable du F. Polisario, est revenu de Lourenço Marqués, où il a participé à la réunion du comité de libération de l'OUA. Le délégué sahraoui a déclaré «L'OUA a reconnu pour la première fois le Front Polisario comme l'unique et légitime représentant du peuple sahraoui».

Angola : des mercenaires pour l'UNITA et le FNLA

A Londres, on annonce que 600 nouveaux mercenaires doivent partir pour l'Angola. A Johannesburg (Afrique du Sud), la presse annonce que 300 mercenaires attendent d'être embarqués. Ils rejoindront les centaines qui ont déjà quitté l'Angleterre et les anciens GI'S recrutés aux USA. Il est prévu que trois mille hommes au total viennent renforcer le FNLA et l'UNITA. Le MPLA a annoncé qu'il allait mobiliser de nouvelles forces contre cet afflux de mercenaires. Sur le terrain, le MPLA a annoncé qu'il était sur le point de prendre le port de Lobito, ce que refuse l'UNITA qui annonce de son côté que ses troupes marchent sur Teixeira de Sousa. Le MPLA a annoncé qu'il refuserait toutes négociations avec les autres mouvements. Cependant, les présidents de la Tanzanie et du Mozambique, qui ont reconnu le MPLA, doivent rencontrer Mobutu et Kaunda en Zambie,

En bref

Inde : Indira renvoie le gouvernement d'un État

Officiellement, plusieurs centaines d'arrestations ont été opérées à la suite de la destitution du gouvernement de Tamil Nadu, au sud de l'Inde. Le rassemblement et les manifestations sont interdits.

Le gouvernement de Tamil Nadu dont la capitale est Madras était l'un des deux États sur les 22 que compte la fédération indienne qui n'était pas gouverné par le parti du congrès. A Madras, des manifestations se poursuivaient contre le gouvernement central. Malgré l'état d'urgence, la destitution du gouvernement de Madras est la poursuite de la politique instituée en juin dernier destinée à briser toute opposition à sa politique. Tout en exprimant des contradictions avec les fédéraux, l'état d'urgence a surtout rempli les prisons de dizaines de milliers de paysans et ouvriers.

Palestine occupée : vague de répression

A la suite de manifestations importantes qui se sont déroulées dans le courant de la semaine dernière, notamment à Ramallah, Naplouse El Khalil et El Qods. Des arrestations massives avaient été opérées, des patrouilles circulent et contrôlent toutes les routes principales.

De nombreux étudiants palestiniens ont été déferés devant les tribunaux qui leur ont infligé des amendes allant jusqu'à 4 000 livres israéliennes, pour avoir manifesté leur soutien à l'OLP et riposter à coups de pierres, aux forces d'occupation venues les réprimer.

Bolivie : 862 ouvriers réintégrés

La grève des travailleurs de la chaussure «manaco» a obligé le gouvernement bolivien à s'incliner devant les revendications des travailleurs : 862 travailleurs licenciés dans le secteur industriel ont dû être réintégrés. La grève des travailleurs de la chaussure a suscité un puissant mouvement dans toute la classe ouvrière de la région minière de Cochabamba. Les mineurs notamment se sont joints au mouvement. Des mouvements de soutien à l'université s'étaient également développés.

Situation économique difficile en Égypte

Le budget égyptien connaîtra un déficit de 2 milliards 40 millions de livres égyptiennes au cours de l'année 1976 a annoncé le ministre égyptien des finances, qui a déclaré au Parlement que la situation économique était «proche du désastre». L'une des causes du déficit du budget égyptien est le poids de sa dette extérieure. Jusqu'à présent aucun accord n'a pu être réalisé sur la dette militaire de l'Égypte à l'URSS, dont le ministre a pour la première fois révélé le montant : 7 milliards de dollars (50 milliards de francs).

Rabin aux USA : 2,8 milliards de dollars pour Israël

Les commissions des affaires étrangères du Sénat américain a accepté de verser 556 millions de dollars supplémentaires comme le demandait Rabin à l'occasion de son voyage aux USA. Cela portera à 2,8 milliards de dollars l'aide américaine à Israël pour une période de quinze mois. Quand Israël prépare activement de nouvelles agressions, les États Unis lui fournissent argent et armes.

Par ailleurs, les troupes israéliennes sont en état d'alerte le long de la frontière libanaise, et se concentrent dans les régions proches de la Syrie.